



Le premier secrétaire du parti politique Peuple Unis pour la Rénovation Social (PURS) Serge Espoir Matomba, a publié sur sa page Facebook quelques solutions pour sortir de la crise qui, depuis plus de deux ans fragilise les régions du Nord-Ouest et Sud-ouest.

Ci-dessous, l'intégralité de la sortie de Serge Espoir Matomba.

Malgré toutes nos interpellations, toutes nos propositions et suggestions sur la crise anglophone depuis 2016, nous nous rendons compte que la situation devient de jour en jour chaotique. Mais ce chaos ne doit pas se perpétuer sous nos regards indifférents ou insensibles.

C'est pourquoi nous continuons à faire ce qui est de notre devoir : appeler au cessez-le-feu, au dépôt des armes et penser une nation qui gagne.

En guise de rappel, un mois après le début de la crise en 2016, le PURS a demandé le dialogue inclusif. Après les différentes arrestations arbitraires, nous avons exigé la libération des leaders et des prisonniers incarcérés dans le cadre de cette crise.

En Septembre 2017, nous avons condamné l'escalade de la violence, la profanation du drapeau et des emblèmes de la république par les sécessionnistes.

Quelques semaines après cela, nous disions « Non à un État d'exception ». Le 02 Octobre 2017, nous avons proposé la mise sur pied d'une force tampon nationale afin de servir de médiatrice entre les belligérants.

Après cela nous avons réitéré qu'il était urgent d'instaurer un dialogue inclusif avec des acteurs clés, mais aussi d'acter pour le désarmement, la réintégration sociale et une plateforme nationale de réconciliation.

Ces différentes propositions visaient une sortie de crise. Mais une sortie de crise ne suffit pas pour ne plus replonger dans une situation similaire.

C'est pourquoi, le 22 Avril 2019, nous avons donné une conférence de presse visant à présenter le mémorandum du PURS contenant les « Propositions pour une solution définitive » à la crise anglophone.

Dans ce document de 20 pages, nous présentons les axes de lecture de cette situation devenue insaisissable. Cette analyse s'appuie sur les piliers administratif, territorial, éducatif, juridique et culturel. Sur le plan administratif :

La crise anglophone se veut le débouché logique de la non mise en œuvre des lois de la décentralisation. Sur le plan territorial :

La bataille vécue aujourd'hui est un legs colonial qui ne respecte pas le découpage territorial tel qu'il aurait dû être pensé.

Ce malheureux héritage issu d'un arbitraire colonial n'a pas pris en compte les réalités anthropologiques et sociologiques de l'histoire des peuples dominés.

Sur le plan éducatif et juridique: il y a eu la création de divers sous-systèmes conformément aux sensibilités impérialistes laissées par les séquelles de la colonisation. Et sur le plan culturel, le Camerounais n'a pas d'identité.

Cette perte de repère commence par la langue d'autrui que nous manions en nous prévalent d'une modernité mal placée. Ce que nous proposons au PURS :

- 1- Un redécoupage des régions respectant les facteurs sociologiques, socio-historiques, ethnologiques, anthropologiques ;*
- 2- Une harmonisation du système scolaire via une loi d'orientation unique de l'éducation ;*
- 3- Une uniformisation du système judiciaire ;*
- 4- La mise en œuvre de la véritable décentralisation ;*
- 5- Le choix d'une langue nationale socle de la construction d'une identité camerounaise.*

Pour y arriver en intelligence, des commissions doivent être mises en place :

-Une commission scolaire -Une commission du droit

-Une commission des territoires

-Une commission langue nationale

-Une commission du droit du sang au droit du sol